

Tendances de l'aide à l'éducation pour 2002-2009 : Malgré des augmentations, l'aide est encore largement insuffisante et fragile

A lors que les dépenses consacrées à l'éducation à l'échelle mondiale ont augmenté entre 2008 et 2009 pour atteindre 5,6 milliards de dollars des États-Unis, elles sont encore largement insuffisantes pour les 67 millions d'enfants qui ne sont pas encore scolarisés. Seuls 3 milliards de dollars des États-Unis environ sont allés aux pays les plus pauvres, ce qui est loin des 16 milliards de dollars des États-Unis nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Éducation pour tous dans ces pays. En outre, plus de la moitié de l'augmentation tenait à des prêts répondant, dans une large mesure, à la crise financière. De tels décaissements ont peu de chances d'être durables.

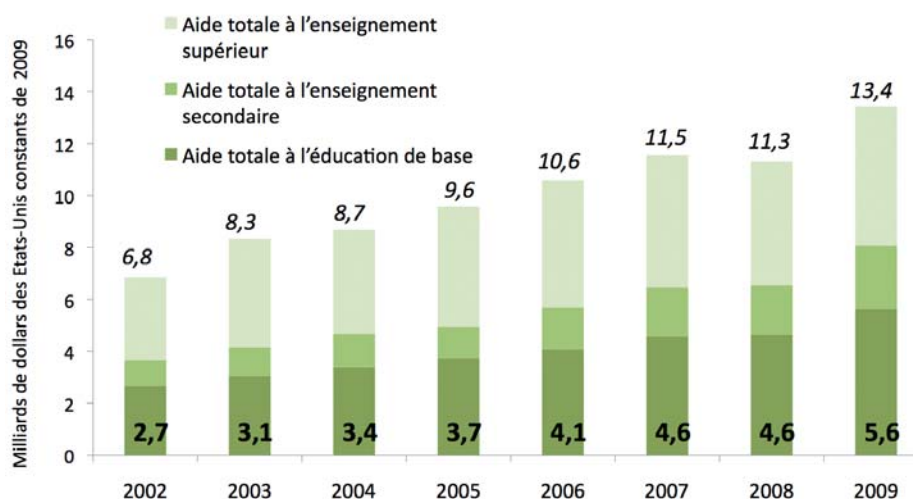
Le présent article met en lumière les conclusions de l'équipe du *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous* sur les tendances de l'aide à l'éducation entre 2002 et 2009. Il repose sur l'analyse des données d'aide désagrégées les plus récentes relatives aux décaissements du Comité d'aide au développement de l'OCDE (OCDE-CAD).

Tous les chiffres sont tirés de la base de données OCDE-SNPC (2011) et se fondent sur les calculs de l'équipe du GMR.

L'aide à l'éducation est encore largement insuffisante...

Les décaissements de l'aide à l'éducation de base ont augmenté d'environ un cinquième entre 2008 et 2009, pour atteindre 5,6 milliards de dollars des États-Unis – mais restent largement insuffisants pour combler le déficit de financement de 16 milliards de dollars des États-Unis. L'augmentation de 1 milliard de dollars des États-Unis de l'aide à l'éducation de base est la plus importante depuis 2002 (figure 1). Après une stagnation préoccupante des décaissements en 2008, l'augmentation est une évolution bienvenue. L'aide à l'éducation de base continue de représenter 40 % environ de l'aide totale à l'éducation. Cependant, sur les 5,6 milliards de dollars des États-Unis d'aide à l'éducation de base, 3 milliards de dollars des États-Unis seulement sont allés aux pays les plus pauvres.

Figure 1 : Total de l'aide à l'éducation (décaissements), 2002-2009



Ces pays ont besoin de 16 milliards de dollars des États-Unis chaque année pour atteindre les objectifs de l'EPT d'ici à 2015, ce qui laisse un important déficit, de l'ordre de 13 milliards de dollars des États-Unis.

... et fragile

Plus de la moitié de l'augmentation est due à des prêts. Les prêts, le plus souvent consentis par des institutions multilatérales telles que le FMI et la Banque mondiale, représentaient 55 % de l'augmentation de l'aide à l'éducation de base en 2009. Cette augmentation est dans une large mesure une réponse de ces institutions à la crise financière. Le FMI a doublé ses prêts aux pays pauvres entre 2008 et 2009, contribuant pour une part estimée à 15 % à l'augmentation de l'aide totale à l'éducation de base⁽ⁱ⁾. De même, plus d'un tiers de l'accroissement de l'aide observé entre 2008 et 2009 tenait à l'augmentation des prêts de la Banque mondiale destinés à l'éducation de base. Non seulement les pays doivent, à terme, rembourser ces prêts, mais l'accroissement des déboursements lié à la crise financière a en outre peu de chances d'être durable⁽ⁱⁱ⁾. Les décaissements du FMI en 2010 devraient ainsi n'atteindre que la moitié de leur montant de 2009⁽ⁱⁱⁱ⁾.

Changement de configuration chez les donateurs

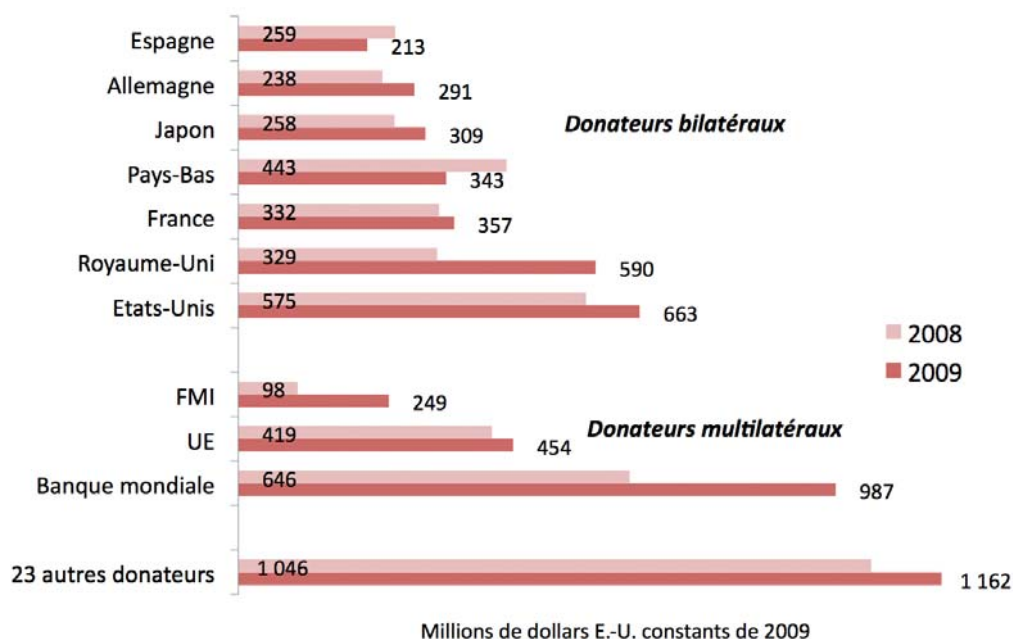
L'augmentation générale de l'aide à l'éducation de base cache des fluctuations dans les programmes bilatéraux des différents donateurs. Certains des principaux donateurs d'aide bilatérale étaient à l'origine d'une part significative de l'accroissement

de l'aide à l'éducation de base entre 2008 et 2009, tandis que d'autres suivaient le mouvement inverse. Le principal moteur de l'augmentation du soutien bilatéral a été le Royaume-Uni, dont la contribution a représenté près du quart du financement supplémentaire. Cette augmentation compense largement la diminution de l'aide britannique à l'éducation de base observée entre 2007 et 2008. En revanche, d'autres donateurs importants pour l'éducation, comme l'Espagne et les Pays-Bas, ont connu une évolution inverse (figure 2).

D'importants donateurs risquent de réduire drastiquement leur financement destiné à l'éducation. Il existe un réel danger que la tendance positive ne soit pas durable, car certains donateurs clés font l'objet d'une pression qui les pousse à réduire leurs financements destinés à l'éducation. L'Espagne continue d'être soumise à d'importantes pressions internes poussant à la réduction de son budget d'aide. La nouvelle politique d'aide au développement des Pays-Bas se traduit par la concentration de cette aide sur quatre secteurs prioritaires ; la sécurité et l'ordre juridique, l'eau, la sécurité alimentaire et la santé et les droits sexuels et génésiques^(iv). La plus grande partie de l'aide néerlandaise devrait ainsi se retirer progressivement du secteur de l'éducation. Alors que les États-Unis ont augmenté leur aide à l'éducation de base en 2009, la réduction envisagée du budget fédéral devrait soumettre l'aide internationale à une forte pression^(v).

L'évolution de la structure des dépenses des différents donateurs d'aide pourrait freiner les progrès des pays les plus pauvres au monde en direction de l'Éducation pour tous. Quatre pays seulement ont bénéficié de plus

Figure 2 : Aide totale à l'éducation de base, 10 premiers donateurs, 2008 et 2009



de 80 % de l'augmentation de l'aide à l'éducation de base : l'Inde, le Pakistan, l'Éthiopie et le Viet Nam (figure 3). Alors que certains donateurs accroissent (ou prévoient d'accroître) leur aide à l'éducation, certains des pays connaissant les besoins les plus importants ont peu de chances d'en bénéficier. Ainsi, la France a considérablement augmenté son budget d'aide à l'éducation de base au cours des quelques dernières années et l'Australie est devenue l'un des champions de ce secteur, avec un engagement de l'ordre de 500 millions de dollars des États-Unis en

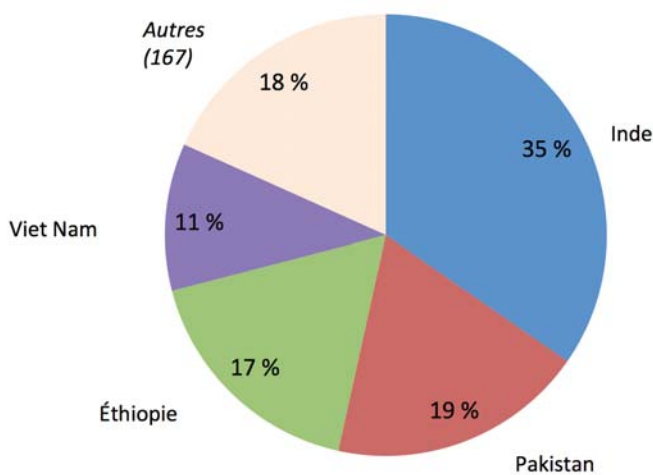
2011-2012^(vi). Cependant, l'augmentation de l'aide française est presque entièrement liée au soutien à Mayotte, une île de l'océan Indien devenue département français en 2011^(vii) et une grande partie de l'accroissement de l'aide australienne bénéficiera probablement à la région du Pacifique qui l'entoure.

Si, comme on peut le craindre, l'aide néerlandaise et américaine subit des coupes, les pays les plus pauvres, qui ont été les bénéficiaires de cette aide, seront vraisemblablement ceux qui en souffriront le plus. Cette situation est particulièrement grave du fait que le financement provenant de ces deux donateurs représente environ un cinquième de l'aide à l'éducation de base depuis 2002.

Pour les deux régions qui sont le plus loin d'atteindre les objectifs de l'Éducation pour tous – l'Asie du Sud et de l'Ouest et l'Afrique subsaharienne –, les dispositions actuelles et prévues en matière d'aide signifient que beaucoup de choses dépendront du maintien de l'engagement d'un unique donateur bilatéral : le Royaume-Uni.

Les récentes augmentations de l'aide internationale ont contribué à réduire le nombre d'enfants non scolarisés, mais l'expérience montre qu'une dépendance excessive envers un petit nombre de donateurs peut mettre en péril ces acquis. En d'autres termes, l'aide à l'éducation de base n'est pas seulement très insuffisante, mais elle est aussi dangereusement fragile. ■

Figure 3 : Augmentation de l'aide à l'éducation de base par destinataire



Note : Les parts représentent le % de l'augmentation de US\$1 milliard en 2008-2009 qui est allé à chaque destinataire. « Autres » inclus la soustraction des diminutions aux augmentations pour les pays restants.

Références

(i) Bien que le FMI ne finance pas directement l'éducation, ses prêts concessionnels ont été ajoutés rétroactivement à la base de données de l'aide de l'OCDE-SNPC pour la première fois cette année et intégrés au titre du soutien budgétaire général. Du fait que le GMR ajoute 10 % de l'ensemble de l'aide budgétaire générale à l'éducation de base (et 20 % au total de l'éducation), tous les chiffres depuis 2002 ont augmenté. Les effets se font sentir plus fortement en 2009 du fait du doublement des prêts du FMI cette année-là.

(ii) Le GMR 2009 a noté que, tandis que le décaissement précoce des prêts de la Banque mondiale face à la crise financière pouvait être bénéfique en contribuant à atténuer certains des effets immédiats de la crise financière sur les pays pauvres, le caractère dégressif de cette aide n'accroît pas nécessairement le total des ressources sur l'ensemble du cycle du soutien aux programmes et peut s'accompagner d'un risque de déficits de financement au cours des années ultérieures.

(iii) FMI (2011). *IMF Financial Activities – Update October 20, 2011*.

(iv) Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas (2011). *Letter to the House of Representatives presenting the spearheads of development cooperation policy*.

(v) *The New York Times*, 3 octobre, 2011, "Foreign Aid Set to Take a Hit in U.S. Budget Crisis".

(vi) L'Australie a annoncé qu'elle dépenserait 842 millions de dollars australiens pour l'éducation en 2011-2012, dont 57 % iraient à l'éducation de base, soit environ 500 millions de dollars des États-Unis (Rudd, K. [2011] *Australia's international development assistance program 2011-12*).

(vii) En 2009, 42 % de l'aide française à l'éducation de base a été consacrée à Mayotte.

Rapport mondial de suivi sur l'EPT
c/o UNESCO

7, place de Fontenoy,
75352 Paris 07 SP, France
Courriel : efareport@unesco.org
Tél. : +33 (1) 45 68 10 36
Fax : +33 (1) 45 68 56 41
www.efareport.unesco.org

Développé par une équipe
indépendante et publié par l'UNESCO,
le Rapport mondial de suivi sur
l'Éducation pour tous est une référence
qui vise à informer, influencer et
à soutenir un véritable engagement
envers l'éducation pour tous.

© UNESCO
2011/ED/EFA/MRT/PP/01/REV.

